



## ARRÊTÉ DE LA VILLE DU PUY EN VELAY

### SERVICE RÉGLEMENTATION

N° Arrêté : 23/JG/1659

#### **OBJET : RÉGLEMENTATION PERMANENTE DU STATIONNEMENT BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE MODIFICATIF**

**Le Maire de la Ville du Puy-en-Velay,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1 et L 2212-2,

**VU** l'arrêté municipal du 6 mars 2008 fixant les nouvelles dispositions du Code Général de la Circulation et du Stationnement,

**VU** l'arrêté municipal du 29 juin 2020 accordant délégation de signature à Madame Nicole JAMMES, Directrice des Services à la Population, pour ce qui concerne la Réglementation,

**Considérant** la nécessité de mieux partager l'espace public entre toutes les catégories d'usagers et d'améliorer l'offre de stationnement en développant notamment des emplacements spécifiques au plus près des lieux pour lesquels ils sont destinés,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** – L'article 51 du Code Général de la Circulation et du Stationnement est ainsi **modifié** :

Des emplacements sont exclusivement réservés au stationnement des véhicules dont les conducteurs **sont titulaires de la carte "GIC" ou "GIG"**, dans les rues ci-dessous :

- **Boulevard de la République, au droit du n° 14, l'emplacement est déplacé et repositionné sur l'emplacement livraisons contigu.**

**ARTICLE 2** – L'article 72 du Code Général de la Circulation et du Stationnement est ainsi **modifié** :

Le **stationnement est interdit** sur les emplacements spécifiques suivants **réservés aux livraisons** :

- **Boulevard de la République, au droit du n° 14, l'emplacement est déplacé et repositionné sur l'emplacement GIC - GIG contigu.**

**ARTICLE 3** – La mesure susvisée prendra effet dès que les Services Techniques Municipaux auront mis en place la signalisation appropriée.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon - CS 90129 - 63033 Clermont-Ferrand Cedex1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Puy-en-Velay, le 9 octobre 2023

P/Le Maire,  
Par délégation,  
La Directrice des Services à la Population.

  
Nicole JAMMES





## ARRÊTÉ DE LA VILLE DU PUY EN VELAY

SERVICE RÉGLEMENTATION

N° Arrêté : 23/JG/1699

### OBJET : RÉGLEMENTATION PERMANENTE DU STATIONNEMENT

#### **Le Maire de la Ville du Puy-en-Velay,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et suivants,  
**VU** l'arrêté municipal du 6 mars 2008 fixant les nouvelles dispositions du Code Général de la Circulation et du Stationnement,  
**VU** l'arrêté municipal du 29 juin 2020 accordant délégation de signature à Madame Nicole JAMMES, Directrice des Politiques Publiques, pour ce qui concerne la Réglementation,  
**Considérant** la nécessité de mieux partager l'espace public entre toutes les catégories d'usagers tout en renforçant la sécurité de chacun,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** - L'article 72 bis du Code Général de la Circulation et du Stationnement est ainsi complété :

**Le stationnement est gratuit et limité à 20 minutes** sur les emplacements suivants :

- Rue Grangevieille, dans la continuité des deux premiers arrêts minutes situés au droit des n° 2 et 4, un nouvel emplacement est créé.

**ARTICLE 2** – La mesure susvisée prendra effet dès que les Services Techniques Municipaux auront mis en place la signalisation appropriée.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon - CS 90129 - 63033 Clermont-Ferrand Cedex1) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de son affichage.

**ARTICLE 4** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Puy-en-Velay, le 17 octobre 2023

P/Le Maire,  
Par délégation,  
La Directrice des Services à la Population.

  
Nicole JAMMES





## ARRÊTÉ DE LA VILLE DU PUY EN VELAY

SERVICE REGLEMENTATION

N° Arrêté : 23/LC/1776

### **OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT**

**Le Maire de la Ville du Puy-en-Velay,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1 et L 2212-2,

**VU** l'arrêté municipal du 6 mars 2008 fixant les nouvelles dispositions du Code Général de la Circulation et du Stationnement,

**VU** l'arrêté municipal du 29 juin 2020 accordant délégation de signature à Madame Nicole JAMMES, Directrice des Services à la Population, pour ce qui concerne la Réglementation,

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par Monsieur Guillaume CROZE, 51 rue Chaussade, 43000 LE PUY-EN-VELAY,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prendre les mesures qui s'imposent pour réaliser le déménagement en toute sécurité et pour assurer également la sécurité des usagers,

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1** – En raison d'un déménagement sis au n° 51 rue Chaussade, **Monsieur Guillaume CROZE** est autorisé à stationner **un véhicule sur un emplacement** de stationnement payant **situé au plus près, rue Crozatier, le lundi 30 octobre 2023 de 9h00 à 17h00.**

**ARTICLE 2** – Monsieur Guillaume CROZE prendra toutes dispositions pour :

- mettre en place la signalisation appropriée, notamment en disposant un panneau « stationnement interdit » au droit de l'emplacement susvisé et ce, 24h avant l'intervention,
- préserver la liberté et la sécurité des piétons,
- maintenir l'accès aux riverains et aux commerces voisins et les informer de la gêne occasionnée,
- ne pas empiéter sur la voie de circulation, rue Chaussade.

**ARTICLE 3** – Monsieur Guillaume CROZE déplacera son véhicule à toute injonction de l'Administration si les circonstances l'exigent.

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté sera affiché sur le véhicule et sur les lieux.

**ARTICLE 5** – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication ou de son affichage ou le cas échéant, de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur Guillaume CROZE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Puy-en-Velay, le 26 octobre 2023

P/Le Maire,  
Par délégation,  
La Directrice des Services à la Population,

  
  
Nicole JAMMES



# ARRÊTÉ DE LA VILLE DU PUY EN VELAY

SERVICE RÉGLEMENTATION

N° Arrêté : 23/LC/1777

## **OBJET : RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION**

**Le Maire de la Ville du Puy-en-Velay,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-6,

**VU** l'arrêté municipal du 6 mars 2008, fixant les nouvelles dispositions du Code de la Circulation et du Stationnement,

**VU** l'arrêté municipal du 29 juin 2020 accordant délégation de signature à Madame Nicole JAMMES, Directrice des Services à la Population, pour ce qui concerne la Réglementation,

**VU** la décision municipale du 25 novembre 2022 fixant la tarification pour l'année 2023 applicable aux occupations du domaine public,

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par l'entreprise VALVERT VELAY ASSAINISSEMENT, 18 rue Chaussade, 43000 LE PUY-EN-VELAY,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prendre toutes mesures visant à faciliter le stationnement dans le cadre de travaux tout en préservant la sécurité de l'ensemble des usagers du domaine public,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1** – Dans le cadre d'un chargement d'une cuve à fuel, l'entreprise **VALVERT VELAY ASSAINISSEMENT** est autorisée à stationner **un fourgon sur deux emplacements** de stationnement payant situé au droit **des n° 14 à 16 rue Chaussade**, au plus près de l'intervention, **du lundi 30 octobre au mardi 31 octobre 2023 inclus, chaque jour de 7h00 à 19h00.**

**ARTICLE 2** – Pour cette occupation du domaine public, l'entreprise **VALVERT VELAY ASSAINISSEMENT** versera à la Ville du Puy-en-Velay une redevance de 3,87 € par jour soit :

→ 3,87€ x 2 jours x 2 emplacements = **15,48 €.**

**ARTICLE 3** – En cas **d'annulation, de report ou de la fin** de l'intervention avant la date d'échéance du présent arrêté, l'entreprise **VALVERT VELAY ASSAINISSEMENT** devra en aviser **sans délai** le Service Réglementation. A défaut, la redevance susvisée sera mise en recouvrement, sans possibilité d'annulation. **La Trésorerie Municipale adressera ultérieurement au pétitionnaire un avis de recouvrement de cette redevance.**

**ARTICLE 4** – L'entreprise VALVERT VELAY ASSAINISSEMENT prendra toutes dispositions pour :

- mettre en place la signalisation appropriée, notamment en installant un panneau "Stationnement interdit" au droit de l'emplacement susvisé et ce, 24h avant l'ouverture du chantier,
- préserver la liberté et la sécurité des piétons,
- maintenir l'accès aux riverains, aux commerces voisins et les informer de la gêne occasionnée,
- ne pas empiéter sur la voie de circulation.

**ARTICLE 5** – L'entreprise VALVERT VELAY ASSAINISSEMENT déplacera son fourgon à toute injonction de l'administration si les circonstances l'exigent.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté sera affiché sur le véhicule et sur les lieux.

**ARTICLE 7** – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication ou de son affichage ou le cas échéant, de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, l'entreprise VALVERT VELAY ASSAINISSEMENT, Monsieur le Trésorier Principal Municipal et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Puy-en-Velay, le 26 octobre 2023

P/Le Maire,  
Par délégation,  
La Directrice des Services à la Population,

  
Nicole JAMMES 



# ARRÊTÉ DE LA VILLE DU PUY EN VELAY

SERVICE RÉGLEMENTATION

N° Arrêté : 23/LC/1778

## **OBJET : RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION**

**Le Maire de la Ville du Puy-en-Velay,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-6,

**VU** l'arrêté municipal du 6 mars 2008, fixant les nouvelles dispositions du Code de la Circulation et du Stationnement,

**VU** l'arrêté municipal du 29 juin 2020 accordant délégation de signature à Madame Nicole JAMMES, Directrice des Services à la Population, pour ce qui concerne la Réglementation,

**VU** la décision municipale du 25 novembre 2022 fixant la tarification pour l'année 2023 applicable aux occupations du domaine public,

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par l'entreprise MARCON, 2 route de Retournac, 43200 YSSINGEAUX,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prendre toutes mesures visant à faciliter le stationnement dans le cadre de travaux tout en préservant la sécurité de l'ensemble des usagers du domaine public,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1** – Dans le cadre de travaux de plomberie sis au n° 22 rue Cardinal de Polignac, l'entreprise **MARCON** est autorisée à stationner un fourgon sur un emplacement de stationnement payant situé au plus près des travaux, rue Cardinal de Polignac, au plus près de l'intervention, du lundi 30 octobre au mardi 31 octobre 2023 inclus, chaque jour de 8h30 à 17h30.

**ARTICLE 2** – Pour cette occupation du domaine public, l'entreprise **MARCON** versera à la Ville du Puy-en-Velay une redevance de 3,87 € par jour soit : → 3,87€ x 21 jours = **81,27 €**.

**ARTICLE 3** – En cas d'annulation, de report ou de la fin de l'intervention avant la date d'échéance du présent arrêté, l'entreprise **MARCON** devra en aviser sans délai le Service Réglementation. A défaut, la redevance susvisée sera mise en recouvrement, sans possibilité d'annulation. La Trésorerie Municipale adressera ultérieurement au pétitionnaire un avis de recouvrement de cette redevance.

**ARTICLE 4** – L'entreprise **MARCON** prendra toutes dispositions pour :

- mettre en place la signalisation appropriée, notamment en installant un panneau "Stationnement interdit" au droit de l'emplacement susvisé et ce, 24h avant l'ouverture du chantier,
- préserver la liberté et la sécurité des piétons,
- maintenir l'accès aux riverains, aux commerces voisins et les informer de la gêne occasionnée,
- ne pas empiéter sur la voie de circulation.

**ARTICLE 5** – L'entreprise **MARCON** déplacera son fourgon à toute injonction de l'administration si les circonstances l'exigent.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté sera affiché sur le véhicule et sur les lieux.

**ARTICLE 7** – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication ou de son affichage ou le cas échéant, de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, l'entreprise **MARCON**, Monsieur le Trésorier Principal Municipal et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Puy-en-Velay, le 26 octobre 2023

P/Le Maire,  
Par délégation,  
La Directrice des Services à la Population,

  
Nicole JAMMES





N° Arrêté : 23/JG/1780

# ARRÊTÉ DE LA VILLE DU PUY EN VELAY

SERVICE RÉGLEMENTATION

## **OBJET : OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - EMPRISE DE CHANTIER**

### **Le Maire de la Ville du Puy-en-Velay,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1, L 2212-2, et L 2213-6,

**VU** l'arrêté municipal du 27 février 1998, portant Règlement de Voirie,

**VU** l'arrêté municipal du 6/11/2008 fixant les dispositions du Code Général de la Circulation et du Stationnement,

**VU** la décision municipale du 25/11/2022 fixant la tarification 2023 applicable aux occupations du domaine public,

**VU** l'arrêté municipal du 29 juin 2020 accordant délégation de signature à Madame Nicole JAMMES, Directrice des Services à la Population, pour ce qui concerne la Réglementation,

**VU** le plan d'implantation de l'emprise de chantier et de la base vie défini lors de la réunion du jeudi 26 octobre 2023,

**Considérant** la demande présentée par l'entreprise Velay Couverture Charpente, 21 rue du Garay, 43700 BLAVOZY,

**Considérant** la nécessité de prendre toutes dispositions visant à préserver la sécurité des usagers,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1** – Dans le cadre de travaux de réfection de toiture, l'entreprise Velay Couverture Charpente est autorisée à installer **une emprise de chantier au droit du Tribunal Judiciaire, à l'intérieur de laquelle seront stationnés un monte charge et un camion-grue, côté Breuil, face au Théâtre Municipal, pour sa partie située nord / nord-ouest, en surplomb de la rampe d'accès au parking souterrain et jusqu'à l'emplacement GIC- GIG jouxtant la rampe d'escalier du tribunal puis, une base vie constituée d'un Bungalow implanté sur l'îlot central engazonné situé entre la partie sablée du Breuil et le Tribunal Judiciaire, sous réserve de se conformer aux dispositions de l'arrêté susvisé, et aux conditions suivantes :**

**1** - Les droits des tiers seront préservés ;

**2** - L'entreprise Velay Couverture Charpente prendra toutes les précautions utiles pour **assurer la signalisation de l'emprise et préserver la liberté et la sécurité des piétons. Elle clôturera cette dernière à l'aide de grilles Héras.**

**3** - L'entreprise Velay Couverture Charpente prendra toutes dispositions pour **garantir la propreté du sol ; elle ne procédera pas au nettoyage des matériels sur le domaine public et n'effectuera pas de vidanges dans les avaloirs d'égout. Elle respectera en tous points le plan d'implantation susvisé et garantira un accès permanent à la borne incendie et au regard assainissement comme vu avec le service ingénierie de la Communauté d'Agglomération. Elle s'assurera que le bras en charge de la grue ne survole aucune zone accessible au public.**

**A l'issue de l'occupation du domaine public, l'entrepreneur devra restituer les lieux dans leur état de propreté initial. Il sera tenu pour responsable de toutes dégradations éventuelles provoquées par ses travaux.**

**ARTICLE 2** – Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable **du vendredi 3 novembre 2023 au mardi 30 avril 2024 inclus.** Elle ne vaut pas autorisation d'urbanisme.

**ARTICLE 3** – **En exécution de la décision municipale du 25 novembre 2022 susvisée,** l'entreprise Velay Couverture Charpente s'acquittera d'une redevance pour occupation du domaine public au titre de l'année 2023 de **3,65 € par mètre carré par mois ou fraction de mois,** sans que la somme perçue ne puisse être inférieure à **18,31 €.** A cette redevance sera ajoutée une nouvelle redevance pour occupation du domaine public au titre de l'année 2024, calculée sur la base de la décision municipale fixant la tarification applicable aux occupations du domaine public pour l'année 2024. La Trésorerie Municipale adressera ultérieurement au pétitionnaire un avis de recouvrement de cette redevance.

**Avant l'échéance de la présente autorisation, l'entrepreneur devra en solliciter le renouvellement auprès de l'autorité municipale, dans le cas où les travaux ne seraient pas achevés à la date susvisée.** Si l'emprise n'est pas enlevée à l'échéance de la présente autorisation elle sera assujettie à **une pénalité** par jour d'occupation non autorisé calculée sur la base de la dernière décision municipale susvisée.

**ARTICLE 4** – En cas **d'annulation, de report ou de la fin** de l'intervention avant la date d'échéance du présent arrêté, l'entreprise Velay Couverture Charpente devra en aviser **sans délai** le Service Réglementation. A défaut, la redevance susvisée sera mise en recouvrement, sans possibilité d'annulation.

**ARTICLE 5** – Le présent arrêté sera affiché sur les lieux.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FER-RAND dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication ou de son affichage ou le cas échéant, de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 7** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Trésorier Principal Municipal, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et l'entreprise Velay Couverture Charpente sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Puy-en-Velay, le 26 octobre 2023

P/Le Maire,  
Par délégation,  
La Directrice des Services à la Population,

Nicole JAMMES



## ARRÊTÉ DE LA VILLE DU PUY EN VELAY

SERVICE RÉGLEMENTATION

N° Arrêté : 23/LC/1782

### **OBJET : RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT MODIFICATIF**

**Le Maire de la Ville du Puy-en-Velay,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-6,

**VU** l'arrêté municipal du 6 mars 2008, fixant les nouvelles dispositions du Code de la Circulation et du Stationnement,

**VU** l'arrêté municipal du 29 juin 2020 accordant délégation de signature à Madame Nicole JAMMES, Directrice des Services à la Population, pour ce qui concerne la Réglementation,

**VU** la décision municipale du 25 novembre 2022 fixant la tarification pour l'année 2023 applicable aux occupations du domaine public,

**VU** l'arrêté municipal n° **23/LC/1405** du 17 août 2023, autorisant, dans le cadre de travaux intérieurs de rénovation d'un appartement, l'**entreprise FLO MULTITRAVAUX** est autorisée à stationner **un fourgon**, immatriculé **AZ-481-KN**, sur **deux emplacements** de stationnement payant, au droit du **n° 2 rue Pierret**, **du lundi 4 septembre jusqu'au mardi 31 octobre 2023 inclus, chaque jour de 8h00 à 18h00, hors week-ends et hors grosses manifestations**,

**CONSIDÉRANT** la **nouvelle** demande présentée par l'entreprise FLO MULTITRAVAUX, Représentée par Monsieur Florin CIOBOTARIU, 2266 route du Puy, 43260 SAINT-HOSTIEN,

**CONSIDÉRANT** que le chantier susvisé est terminé,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prendre toutes mesures visant à faciliter le stationnement des professionnels en centre-ville,

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 – L'article 1** de l'arrêté municipal n° **23/LC/1405** susvisé est **modifié** comme suit :

Dans le cadre de travaux intérieurs de rénovation d'un appartement, l'**entreprise FLO MULTITRAVAUX** est autorisée à stationner **un fourgon**, immatriculé **AZ-481-KN**, sur **deux emplacements** de stationnement payant, au droit du **n° 2 rue Pierret**, **du lundi 4 septembre jusqu'au jeudi 26 octobre 2023 inclus, chaque jour de 8h00 à 18h00, hors week-ends et hors grosses manifestations**.

**ARTICLE 2 – L'article 2** de l'arrêté municipal n° **23/LC/1405** susvisé est **modifié** comme suit :

Pour cette occupation du domaine public, l'**entreprise FLO MULTITRAVAUX** versera à la Ville du Puy-en-Velay une redevance de 3,87€ par jour, soit :

→ 3,87€ x 39 jours = **150,93 €**.

**ARTICLE 3 – Les autres dispositions dudit arrêté demeurent inchangées.**

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication ou de son affichage ou le cas échéant, de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, l'entreprise FLO MULTITRAVAUX, Monsieur le Trésorier Principal Municipal et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Puy-en-Velay, le 26 octobre 2023

P/Le Maire,  
Par délégation,  
La Directrice des Services à la Population.

  
Nicole JAMMES 